

## DOSSIER THÉMATIQUE

# CONFLICTUALITÉS EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE : ACTEURS, ÉCHELLES, DYNAMIQUES SPATIALES

## Entretien



### *Dynamiques récentes de la conflictualité armée au Sahel central. Entretien avec Mamoudou Gazibo*

*Par Mamoudou Gazibo & Frédéric Monié*

#### *Mamoudou Gazibo*

Professor titular de Ciências Políticas;  
Université de Montréal, Québec, Canada,  
Contact: mamoudou.gazibo@umontreal.ca

#### *Frédéric Monié*

Professeur du Programa de Pós-Graduação em  
Geografia (PPGG), Universidade Federal do Rio  
de Janeiro; Coordinateur du GeoÁfrica; Editeur  
du Boletim GeoÁfrica  
Lattes: <http://lattes.cnpq.br/794911137775985>  
orcid.org/0000-0002-8738-3301  
Contact: fredericmonie@igeo.ufrj.br

**Biographie:** Mamoudou Gazibo (Doctorat, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 1998) est professeur titulaire au Département de science politique de l'Université de Montréal où il a été recruté en 2001. Il a dirigé le comité de rédaction de la Constitution du Niger en 2010 et présidé entre 2014 et 2016, la section 44 de l'Association américaine de science politique (APSA). Ses travaux portent sur l'État, la démocratisation, les réformes institutionnelles, la coopération sino-africaine et la problématique de l'émergence africaine. Il a publié seul, en collaboration ou comme directeur une quinzaine de livres chez des éditeurs du Canada, des États-Unis, de France et de Grande Bretagne. Il a en outre publié environ 80 articles et chapitres sur les questions mentionnées ci-dessus. En matière de formation de la relève, il a dirigé plus de 120 étudiants de maîtrise et une vingtaine d'étudiants ont soutenu leur doctorat sous sa supervision. Enfin, il a obtenu de nombreuses subventions de recherches et coordonne le Pôle de recherche sur l'Afrique et le monde émergent (PRAME).



#### Como citar

GAZIBO, M; MONIÉ, F. Dynamiques récentes de la conflictualité armée au Sahel central. Entretien avec Mamoudou Gazibo. **Boletim GeoÁfrica**, v. 4, n. 13, p 10-17, jul-dez. 2025



## Entretien avec Mamoudou Gazibo<sup>1</sup>

**Boletim GeoÁfrica.** *Monsieur le Professeur Mamoudou Gazibo, nous vous remercions chaleureusement d'avoir accepté de répondre à quelques questions sur les dynamiques de la conflictualité armée en Afrique subsaharienne, et au Sahel en particulier. Pourriez-vous, pour commencer, nous éclairer sur les principales caractéristiques qui distinguent les conflictualités contemporaines au Sahel central des conflits armés des années 1980 et 1990 en Afrique subsaharienne, par exemple au Libéria, en Sierra Leone ou au Rwanda ?*

**Mamoudou Gazibo:** Les dynamiques de conflictualité actuelles sont très différentes de celles du passé. Dans les années 1990, on disait déjà cela par rapport aux conflits antérieurs. Pendant la période qui a suivi la vague d'indépendances, soit de 1960 à 1990 environ, les conflits étaient largement liés, d'une part, aux séquelles des processus de décolonisation et, d'autre part, à la guerre froide et à la logique de division du monde en deux blocs antagoniques. Lorsqu'ils n'opposaient pas des États, les conflits étaient le fait d'acteurs organisés et soutenus par des parrains régionaux ou internationaux qui externalisaient ainsi leurs conflits par le biais de proxys. En ce sens, ces conflits étaient « organisés » et relativement contrôlés, car leur prolongation et leur résolution pouvaient se négocier au niveau international entre puissances tutélaires. Le cas de la guerre civile en Angola impliquant divers acteurs locaux (UNITA, MPLA, FNLA) et parrains internationaux (Cuba et l'URSS du côté du MPLA, et les États-Unis et l'Afrique du Sud du côté des autres) en est un exemple.

À la fin de la guerre froide, en 1990, cette logique de régulation a disparu pour laisser la place à ce que Zaki Laïdi a appelé « un monde privé de sens », contrairement au monde de la guerre froide structuré par les idéologies libérales et marxistes. Dans un tel environnement, on a assisté à l'émergence de nouveaux types de conflits qui ont connu leur paroxysme au Libéria et en Sierra Leone. Ce sont des « guerres civiles moléculaires », pour reprendre Hans Magnus Enzensberger, qui voulait caractériser par cette expression des guerres sans idéologie particulière, privatisées et généralement d'une barbarie sans nom. On a vu ainsi des femmes violées, des enfants massacrés et enrôlés de force dans des groupes armés, et des hommes mutilés, notamment au Libéria et en Sierra Leone.

---

<sup>1</sup> L'entretien a été réalisé par courriel et en français. Les réponses ont été reçues le 02 décembre 2025



Ce qui se passe au Sahel central actuellement, et qui a commencé au Mali après la chute du colonel Kadhafi en Libye en 2011, est nouveau et difficile à caractériser. Cette conflictualité mêle en effet des groupes prétendant être porteurs de sens à d'autres versés dans la criminalité ou encore dans les trafics de drogue. Il n'y a d'ailleurs pas forcément de frontière étanche entre ces groupes, qui partagent parfois les mêmes fournisseurs d'armes et ensanglantent les mêmes régions. On a ainsi vu, en 2012, les rebelles touaregs maliens supposés se battre pour l'indépendance de l'Azawad faire front avec des groupes islamistes voulant installer un califat transfrontalier, et ce, sur fond d'enlèvements d'étrangers contre rançon et de sécurisation des routes de la cocaïne.

**Boletim GeoÁfrica.** *En quoi la précarité des services publics essentiels (santé, éducation, sécurité) et l'incapacité des États du Sahel central à contrôler frontières et territoires alimentent-elles la conflictualité actuelle ?*

**Mamoudou Gazibo:** Les causes de la conflictualité dans le Sahel central sont nombreuses. Certes, l'effondrement du régime libyen, sous l'effet combiné d'une insurrection populaire et de l'intervention de la France, de la Grande-Bretagne et des États-Unis, a servi de catalyseur en favorisant la disponibilité et le trafic des armes dans la région. Cependant, elle a aussi des sources internes structurelles et d'autres liées à la gouvernance. Ces pays, en particulier le Niger et le Mali, sont les deux États les plus vastes d'Afrique de l'Ouest, chacun ayant une superficie deux fois supérieure à celle de la France. Partageant avec le Burkina des caractéristiques climatiques, socio-démographiques et économiques comparables, ils sont classés parmi les pays les plus pauvres du monde.

Même avec de la volonté politique et une bonne gestion, le défi auquel leurs gouvernants ont toujours fait face est colossal. Tout est prioritaire dans ces pays : la santé, l'éducation, les infrastructures ou l'agriculture non industrielle, dont dépend la majorité de la population et qui est sujette aux aléas de la nature, en particulier dans cette période de changements climatiques. Ces dernières années, divers chocs comme la désertification ont changé les modes de vie, détruisant la vie nomade dans beaucoup de zones, rendant des terres infertiles et provoquant un exode des campagnes vers des villes qui ne sont prêtes à les absorber ni du point de vue des infrastructures, ni des emplois.



À ces facteurs structurels s'ajoutent la mauvaise gouvernance, une démocratie dévoyée marquée par des crises électorales et politiques et des coups d'État, situation qui empêche la mise en œuvre de projets de société de long terme. Dans un tel contexte, l'État se recroqueville sur les élites et les villes, notamment la capitale, laissant se développer dans l'arrière-pays des logiques locales qui prennent souvent des allures conflictuelles. Les accusations que l'on entend sur le rôle de la communauté peule dans la montée des groupes armés, notamment au Mali et au Burkina, tiennent à cette fragilisation du lien social, aux changements dans les modes de vie imposés par les changements climatiques et à l'incapacité des États à apporter des solutions.

**Boletim GeoÁfrica.** *Peut-on considérer que les coups d'État successifs dans le Sahel central (Mali, Burkina Faso, Niger et, d'une certaine manière, au Tchad) ont fragilisé l'architecture sécuritaire régionale ?*

**Mamoudou Gazibo:** Il est peut-être encore trop tôt pour répondre à cette question, d'autant que peu d'informations sur la situation du terrain sont communiquées au public. Cependant, il faut distinguer deux dynamiques lorsqu'on parle d'architecture sécuritaire régionale et de son affaiblissement éventuel.

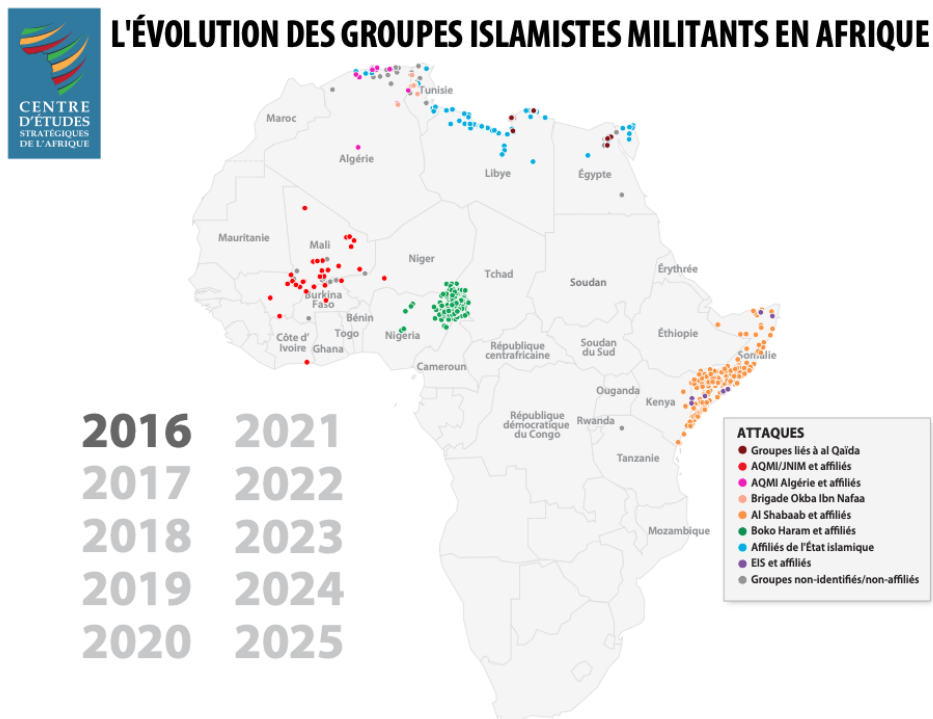
D'abord, il y a la coopération entre les États. Aujourd'hui, quoi que l'on pense de l'alliance des États du Sahel, il est clair qu'elle va plus loin en termes de coopération sécuritaire que les alliances antérieures, tel le G5 Sahel, qui n'a jamais fonctionné. On peut dire la même chose de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui n'a simplement rien engagé comme effort régional de sécurité malgré la contagion de pays comme la Côte d'Ivoire, le Togo et le Bénin. De ce point de vue, il y a un progrès indéniable en termes d'appui réciproque, de partage d'informations et d'un début de mutualisation des moyens entre les trois pays.

Ensuite, avec les coups d'État dans ces pays, on a vu aussi la fin de la présence occidentale — notamment française — au Burkina, au Mali et au Niger. Derrière cette rupture se trouve une volonté d'affirmer la souveraineté de ces pays dans le domaine de la défense, ce qui est a priori une aspiration et un devoir légitimes pour tout État. Il reste à voir, dans le long terme, si cette présence décriée amoindrit ou non les capacités des armées locales, notamment en termes de renseignements, appui que la France et les États-Unis en particulier disaient apporter. Pour le moment, on a observé ces deux dernières années une intensification des actions des groupes armés



et une augmentation de la létalité dans les trois pays, malgré les discours sécuritaires et les réels efforts d'investissement dans les capacités militaires. Est-ce le dernier baroud d'honneur, comme le prétendent les régimes, ou la preuve que ces derniers perdent du terrain ? Il faut attendre l'épreuve des faits pour tirer des conclusions.

Figura 1. L'Évolution des groupes islamistes militants en Afrique



**Note:** Compilé par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, chaque carte montre des événements violents impliquant les groupes indiqués au cours d'une année se terminant le 30 Juin. Les membres de groupes indiqués ne les sont qu'à des fins d'information et ne doivent pas être considérés comme des désignations officielles. En raison de la nature fluide de certains groupes, leur membres sont susceptibles de changer.  
**Sources:** Projet de données sur la localisation et les événements des conflits armés (ACLED) ; Centre pour la démocratie et les droits de l'homme ; Institut Hiraal ; HumAngle ; International Crisis Group ; Institut d'études de sécurité ; MENASTREAM ; Washington Institute ; et les Nations Unies.

Source: <https://africacenter.org/fr/spotlight/fr-2025-mig-10-ans/>

**Boletim GeoÁfrica.** Depuis le mois de juillet de l'année 2025, le Groupe de Soutien de l'Islam et des Musulmans (GSIM), « filiale » d'Al-Qaïda au Sahel, semble développer une nouvelle stratégie au Mali. Pensez-vous que les tactiques actuelles du groupe (expansion des espaces d'opérations, encerclement de villes, prélèvement systématique de taxes sur les routes, imposition de règles de la charia, désorganisation des réseaux d'approvisionnement de Bamako...) traduisent une stratégie de conquête du pouvoir politique dans ce pays ? Peut-on envisager un effet domino à l'échelle régionale ?

**Mamoudou Gazibo:** En effet, on constate depuis quelques mois une intensification des actions des groupes armés et l'extension des théâtres d'opération au Mali en particulier. Elle semble aller de pair avec une diminution des attaques au Niger et au Burkina Faso. Une hypothèse que l'on



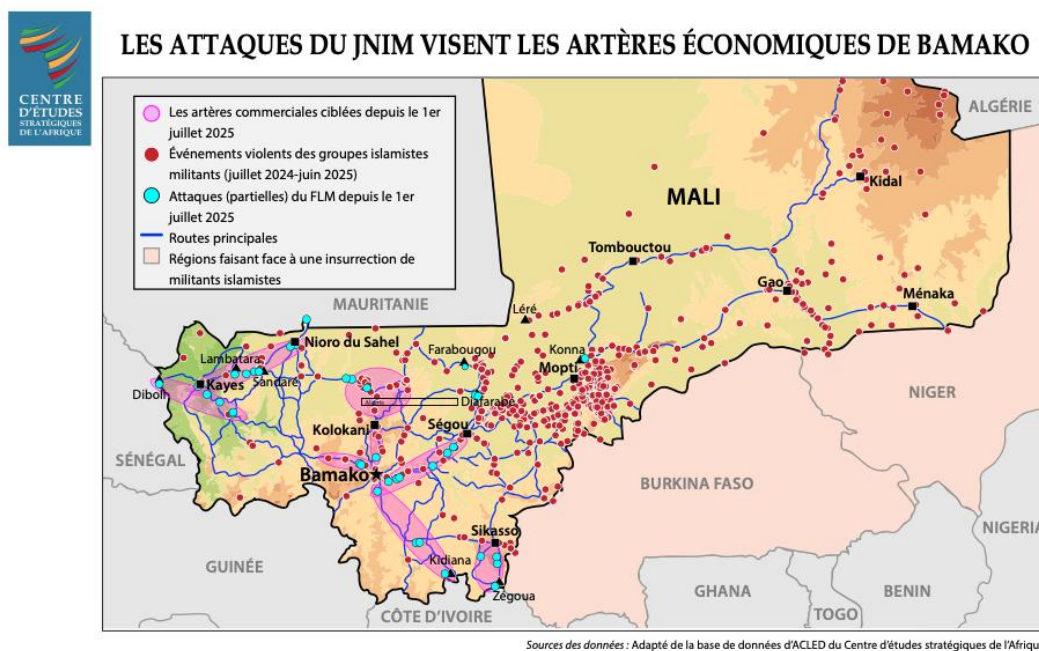
peut avancer est que ces groupes ont décidé de concentrer leurs efforts sur le Mali en espérant le faire tomber et créer ainsi un effet domino. Il est clair que si le Mali tombait entre leurs mains, les autres pays seraient en danger imminent, notamment parce que le Mali est probablement le mieux armé aujourd'hui des trois et que ces armes seraient retournées contre le Burkina et le Niger.

Ce scénario est cependant peu probable, car non seulement ces groupes ne semblent pas avoir la capacité militaire ni les ressources humaines pour prendre la capitale et administrer le pays, mais encore, le Niger et le Burkina sont conscients de la menace et interviendraient certainement pour l'empêcher.

Une autre hypothèse est que l'objectif des groupes armés est de retourner la population contre le régime et de précipiter son effondrement. Là aussi, on a vu récemment les efforts conjugués du Niger et du Burkina pour desserrer le blocus de Bamako en y convoyant du carburant. On est donc loin de la situation de 2012, quand les groupes armés n'avaient échoué à prendre la capitale Bamako qu'en raison de l'intervention française pour les arrêter. L'armée malienne est bien mieux équipée et aguerrie aujourd'hui, quoi qu'on en pense.



Figura 2. Les attaques du Jnim Visent Artères économiques de Bamako



Source: <https://africacenter.org/fr/spotlight/attaques-jnim-ouest-mali-sahel/>

### Quelques publications de Mamoudou Gazibo.... (ordre chronologique)

PROVINI, Olivier; GAZIBO, Mamoudou. Comment les régimes politiques déterminent-ils les politiques publiques? Réflexions comparées à partir des expériences du continent africain. In: DARBON, Dominique et al. (Org.). **Faire de l'analyse des politiques publiques en Afrique: résultats, enjeux et perspectives**. Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 2023. (No prelo).

MOUNOUNI, Charles; GAZIBO, Mamoudou. Sociologie de l'État et de la constitution en Afrique. In: KAMTO, Maurice; MATRINGUE, Jean (Org.). **Traité de droit constitutionnel africain**. Paris: LGDJ, coleção Droits africains, 2023.

GAZIBO, Mamoudou; LEMA, Abdou Rahim. From Non-interference to Adaptive Pragmatism. China's Security Policy in Africa. **African Studies Quarterly**, v. 21, n. 3, p. 1-20, 2022.

GAZIBO, Mamoudou. Learning from Each Other: The Belt and Road Initiative and Africa's infrastructure program. **Brazilian Journal of African Studies**, v. 7, n. 13, p. 11-32, 2022.

FARGION, Valeria; GAZIBO, Mamoudou (Org.). **Revisiting EU-Africa Relations in a Changing World**. Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 2021. 304 p.

GAZIBO, Mamoudou. Is Democracy Declining in Africa and What Role for China? In: FARGION, Valeria; GAZIBO, Mamoudou (Org.). **Revisiting EU-Africa Relations in a Changing World**. Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 2021. p. 252-267.



GAZIBO, Mamoudou. Electoral Administration. In: LYNCH, Gabrielle; VONDOEPP, Peter (Org.). **Routledge Handbook of Democratization in Africa**. London/New York: Routledge, 2020. p. 174-187.

SADOUNI, Samadia; GAZIBO, Mamoudou (Org.). **Migrations et gouvernance en Afrique et ailleurs**. Montréal: Presses de l'Université du Québec, 2020. 210 p.

GAZIBO, Mamoudou. Democracy and the Question of its Feasibility in Africa. In: CHEESEMAN, Nic (Org.). **The Oxford Encyclopedia of African Politics**. Oxford: Oxford University Press, 2019.

GAZIBO, Mamoudou. Les méthodes de la comparaison. In: DELOYE, Yves; DE WAELE, Jean-Michel (Org.). **Politique Comparée**. Bruxelles: Éditions Bruylant, 2018. p. 17-52.

GAZIBO, Mamoudou; MOUNOUNI, Charles (Org.). **Repenser la légitimité de l'État africain à l'ère de la gouvernance partagée**. Montréal: Presses de l'Université du Québec, 2017. 210 p.

NDULO, Muna; GAZIBO, Mamoudou (Org.). **Growing Democracy in Africa: Elections, Accountable Governance and Political Economy**. Newcastle upon Tyne: Cambridge Scholars Publishing, 2016. 350 p.

GAZIBO, Mamoudou; JENSON, Jane. **La politique comparée: fondements, enjeux et approches théoriques**. 2. ed. Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 2015. 312 p.

BACH, Daniel C.; GAZIBO, Mamoudou (Org.). **Neopatrimonialism Africa and Beyond**. London: Routledge, 2012. 260 p.

BACH, Daniel C.; GAZIBO, Mamoudou (Org.). **L'État néopatrimonial: genèse et trajectoires contemporaines**. Ottawa: Presses de l'Université d'Ottawa, 2011. 392 p.